Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue historique vaudoise**

Band (Jahr): **102 (1994)**

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Comptes rendus

Georg GERMANN, *Ascétisme et architecture: le cas de Bonmont. La construction: sculpture et peinture.* / Théo-Anthoine HERMANÈS, *L'église abbatiale de Bonmont et ses décors.* (Éditions *Pro Bono Monte*: Bonmont II, histoire de l'art), Chéserex 1992, 86 p., fig. et illustr.

La thèse magistrale de François Bucher, *Notre-Dame de Bonmont und die ersten Zisterzienserabteien der Schweiz* (1957) réclamait des compléments après les fouilles archéologiques de 1973-1988 et les récents travaux de restauration. Ces études ont paru, à nouveau en allemand, dans: *Zisterzienserbauten in der Schweiz. Neue Forschungsergebnisse zur Archäologie und Kunstgeschichte* (Veröffentlichungen des Instituts für Denkmalpflege an der Eidgenössischen Technischen Hochschule Zürich), Zurich 1990.

Heureusement, l'association *Pro Bono Monte*, initiant une série petite par le format A5 mais riche de contenu, avait déjà publié en 1988 le rapport archéologique de Peter Eggenberger et Jachen Sarott, *La construction de l'ancienne abbaye cistercienne de Bonmont. Les résultats des investigations archéologiques de 1973 à 1988* (voir ci-après).

En 1992, G. Germann inscrit Bonmont dans la recherche contemporaine en matière d'architecture religieuse, notamment cistercienne, en Europe. Ce texte clair, dense, mais aisément accessible, rappelle la sobriété voulue par le fondateur de l'Ordre cistercien, Robert de Molesme, puis surtout par son contemporain, saint Bernard de Clairvaux, qui, durant la première moitié du XIIe siècle, exprime à diverses reprises son exigence de simplicité, seule propice au recueillement. La première église en maçonnerie de *Clairvaux* (1134-1145) a dû jouer un rôle majeur dans la diffusion européenne du *type bernardin*, caractérisé notamment par un chevet plat flanqué de chapelles accessibles par le transept seulement. Chevet et transept sont plus bas que le vaisseau central de la nef tripartite (sans interpénétration des voûtes, souvent en berceau brisé) et cette différence de niveau crée, à l'extérieur, un échelonnement caractéristique des masses.

Le principe des églises à *transept bas* fut inventé sans doute déjà à la fin du IVe siècle dans l'entourage de saint Ambroise de Milan. Le rattachement de Bonmont, devenue église cistercienne en 1131, à un courant

esthétique si ancien est-il subi ou voulu? Ou: comment distinguer entre *archaïsme* et *ascétisme*? Par rapport au transept de Payerne (vers 1100), régulier tant pour sa hauteur que pour sa largeur, celui, bas, de Bonmont est assurément une manifestation d'archaïsme toléré, adapté à l'*esthétique de l'économie*. En revanche, les voûtes en berceau brisé peuvent être considérées comme des couvrements aussi avancés que les voûtes d'arêtes de Payerne. En effet, dans la logique d'une technologie toujours plus spécialisée qui conduit à la «révolution industrielle du Moyen Âge», le berceau brisé n'exige qu'un seul type de cintres, réutilisables, et aucun contrebutement provisoire des voûtes, puisque celles-ci s'épaulent elles-mêmes. Hors de l'école bourguignonne, où ce voûtement n'a pas de signification particulière, il devient souvent une véritable marque distinctive de l'architecture cistercienne.

Le restaurateur d'art Th.-A. Hermanès soulève l'intéressant parallèle entre les sculptures du portail de Bonmont et les chapiteaux de la cathédrale Saint-Pierre à Genève ainsi que ceux de l'église paroissiale de Nyon, issus sans doute d'un même atelier. Puis il décrit les techniques mises en œuvre pour le rendu des surfaces, avec une évolution très nette: l'abandon de la pierre vue au profit de murs enduits et peints. La quatrième étape de construction de l'église, mise en évidence par l'archéologie, prévoit encore, pour les maçonneries à l'intérieur et à l'extérieur, des «joints beurrés» et à *pietra rasa*, avec faux joints marqués au fer. Durant la cinquième étape du chantier original, vers 1200, on observe un certain nombre de réparations à la pierre de taille, mastiquée ou collée; les murs ont été immédiatement crépis et couverts d'un enduit fin pour être ornés de peintures, qui simulent un appareillage de pierre plus régulier qu'il n'est en réalité.

À diverses reprises, l'église a été reblanchie à la chaux; un saint pape est peint sur le pilier nord vers 1350, puis un nouveau décor polychrome est venu souligner, durant la seconde moitié du XIVe siècle, les éléments architecturaux; les grandes arcades sont alors peintes en faux marbre noir jointoyé de blanc et égayées de rinceaux aux couleurs vives. Par la suite, diverses restaurations, ou de simples badigeons, ont altéré l'apparence intérieure des murs jusqu'au XIXe siècle. La récente restauration a cherché à redonner au décor sa cohérence de la fin du XIIe siècle, tout en conservant des échantillons représentatifs d'étapes ultérieures.

Paul Bissegger

Peter EGGENBERGER et Jachen SAROTT, *La construction de l'ancienne abbaye cistercienne de Bonmont. Les résultats des investigations archéologiques de 1973 à 1988,* en collaboration avec Philippe Jaton et Daniel de Raemy, Éditions *Pro Bono Monte*: Bonmont I, archéologie, Chéserex 1988. «Beiträge zur Baugeschichte der ehemaligen Zisterzienserabtei Bonmont; Resultate der archäologischen Forschungen von 1973 bis 1988» in *Zisterzienserbauten in der Schweiz. Neue Forschungsergebnisse zur Archäologie und Kunstgeschichte*, vol. 2, Männerklöster, Veröffentlichungen des Instituts für Denkmalpflege an der Eidgenössischen Technischen Hochschule Zürich, Zurich 1990, pp. 9-34.

Deux publications, l'une en français et l'autre en allemand, ont mis à disposition du public et des chercheurs les résultats des recherches archéologiques menées de 1973 à 1988 dans l'église de l'ancien couvent cistercien de Bonmont. Les recherches menées à Bonmont, monastère affilié à l'ordre cistercien en 1131, ont montré que son église avait été élevée en cinq chantiers successifs, qui ont tous amené de profondes modifications des dispositions primitivement prévues. La dendrochronologie a, quant à elle, permis de placer l'achèvement de l'église vers la fin du XIIe ou le début du XIIIe siècle et de dater le clocher de la fin du XVe siècle (après 1488/89), alors qu'il avait jusqu'ici été attribué à l'époque romane. Des plans et une élévation de l'église en couleurs, des reconstitutions, ainsi que des photographies et des plans comparatifs rendent ces suggestives publications parfaitement complémentaires de la thèse de François Bucher, *Notre-Dame de Bonmont und die ersten Zisterzienserabteien,* Berne 1957.

Jacques Bujard

François CHRISTE, *La «Cour des Miracles» à la Cité, 1200-1990: une tranche d'histoire de Lausanne,* avec la collaboration de Colette Grand, Isabelle Guignard Christe. Contributions d'Évelyne et Pierre Bezat, Michèle Grote, Catherine Kulling et Claude Olive, Lausanne 1992, 160 p. (CAR 58).

Un groupe de bâtiments entourant la «Cour des Miracles», au cœur de la Cité, a été l'objet d'une très importante restructuration entre 1986 et 1989. Ces travaux touchant aussi bien le sous-sol que la substance bâtie d'un quartier fort chargé d'histoire ont été l'occasion de très nombreuses observations et analyses archéologiques. De telles investigations, effectuées dans un bâtiment dont la structure est destinée à être conservée, ont forcément un caractère ponctuel ou fragmentaire, si bien que leur corrélation

avec les données historiques reste souvent aléatoire. Malgré cela, l'analyse archéologique reste une des seules méthodes pouvant produire des données inédites sur l'histoire des bâtiments. Soulignons également que ce genre d'investigations approfondies, dans le canton de Vaud, s'applique rarement à des édifices privés. Ainsi, la publication de telles recherches, enrichies par diverses études dans des domaines plus spécialisés, nous paraît indispensable et mérite d'être encouragée.

Après avoir brièvement rappelé l'importance de la séquence archéologique sous-jacente, qui s'étend de la préhistoire jusqu'aux derniers temps de l'époque romaine tardive, l'auteur consacre la première partie de l'ouvrage à la description, dans l'ordre chronologique, des diverses structures rencontrées dans le sous-sol et dans les bâtiments eux-mêmes. Attribuables à sept phases de constructions principales, les aménagements identifiables dans ce quartier s'étendent du XIIIe au XXe siècle. Quelques aspects de l'évolution stylistique des aménagements intérieurs sont illustrés par l'étude de la typologie des moulures des poutres, des profils des petits bois de fenêtres et des fiches métalliques des portes et fenêtres.

La seconde partie de l'ouvrage est consacrée à diverses études spécialisées et au catalogue du matériel archéologique découvert lors des investigations dans le sol. Domaine encore pratiquement inédit dans cette région, la vaisselle locale est présentée sous forme d'une série de planches typologiques, figurant des formes de récipients datant du XIVe au XIXe siècle. Les catelles de poêles et les fragments des tuiles retrouvés donnent également lieu à diverses identifications.

Le cadre de vie à la Cité est précisé par l'étude des restes végétaux. La richesse en pollens fossiles des niveaux médiévaux permet une évocation de l'environnement végétal autour de la Cité et au voisinage même de la «Cour des Miracles». Enfin, le régime alimentaire carné est défini par l'étude des ossements animaux retrouvés en abondance dans les sédiments qui s'accumulaient dans les arrière-cours et jardins.

Au bilan, cette étude pluridisciplinaire fait ressortir la difficile corrélation entre les apports de la documentation historique traditionnelle et ceux provenant des méthodes de documentation archéologiques. On constate également l'état particulièrement embryonnaire des connaissances dans des domaines aussi divers que ceux des formes de la céramique utilitaire ou des tuiles régionales. On mesure ainsi les efforts à fournir et les progrès méthodologiques qui seront encore nécessaires pour mieux appréhender et dater les innombrables étapes de construction et de modification que peut subir un quartier urbain densément habité au cours de plusieurs siècles.

Denis Weidmann

La visite des églises du diocèse de Lausanne en 1453, éditée par Ansgar Wildermann, en collaboration avec Véronique Pasche, sous la direction d'Agostino Paravicini Bagliani, 2 vol., t. XIX et XX de la 3e série des *MDR* publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande, 180 p. et 660 p., Lausanne 1993.

La collection des *Mémoire et Documents* vient de s'enrichir par la publication intégrale d'une source vaste englobant tout le diocèse de Lausanne, de Bière à Grindelwald, de Saint-Imier à Villeneuve : les procès-verbaux des visites effectuées, de paroisse en paroisse, par les délégués de l'évêque Georges de Saluces, soit François de Fuste, évêque de Grenade, et Henri de Alibertis, abbé de Filly. Le manuscrit repose à Berne, à la Burgerbibliothek, et certaines sections en ont été antérieurement publiées, mais c'est la première fois qu'il est rendu accessible aux chercheurs dans sa totalité. L'auteur de la transcription a réalisé là une œuvre immense et d'une qualité exemplaire.

Dans le premier volume, toute la présentation de la visite est remarquable; elle en relève les circonstances, les protagonistes, elle la compare avec d'autres visites, et elle rappelle l'histoire du manuscrit. Nous apprécions tout particulièrement le soin avec lequel est mis en évidence l'itinéraire de cette inspection de plusieurs mois, en douze tournées pour près de trois cents paroisses : chaque fois, le trajet est reporté sur une carte appropriée, que complète le calendrier de la visite, de la fin mai au début de décembre. Un glossaire des termes du mobilier, des vêtements, des livres liturgiques mentionnés dans les procès-verbaux est rehaussé de quelques excellentes illustrations.

Les rares et minuscules imperfections de ces quelque huit cent quarante pages ne méritent pas que l'on s'y attarde en commentaires.

À part les renseignements uniques fournis sur l'état des lieux de culte, mettons en évidence quelques autres champs d'informations de première main ; la toponymie y trouve son compte pour les formes anciennes (Rotavilla = Riaz ; Septemsalis= Semsales ; Loyes = Laupen ; Longa Aqua = Lengnau), ou la désignation d'agglomérations ou d'églises disparues, par exemple Saint-Maurice de Romans près de Lonay, Pontareuse près de Boudry ; la patronymie peut aussi faire une ample récolte, car les noms des curés, des altaristes et des chanoines en fonction sont en général soigneusement consignés : dom Anthonius Bremgarten est curé d'Aeschi, dom Johannes Roddeti est curé de Vuippens, et ainsi de suite. Les noms des serviteurs de l'Église consacrés à la cléricature sont également relevés avec beaucoup de précision, accompagnés de ceux de leurs parents, père et mère. La démographie est un peu frustrée, parce que, très souvent, le

nombre des feux que compte la paroisse a été omis, l'espace prévu pour l'inscrire ayant été laissé vide.

Nous terminerons en soulignant que, vu la rareté de ce type d'information, diverses caractéristiques surgissent ici et là : dans les localités principales, le concours du peuple pour accueillir les inspecteurs, procession du chapitre et du clergé à Soleure, à Fribourg, «*ac populi multitudine copiosa*» à Berne ; la rencontre à Soleure du célèbre savant chanoine Felix Hemmerlin *(malleolus)*. Les difficultés réelles de l'existence apparaissent au fil des pages ; ainsi l'ordre de détruire un four sis trop près de l'église d'Amsoldingen, car il faut écarter le risque d'incendie qu'il présente à cet emplacement; ou la constatation que telle région vient de souffrir des «guerres des Fribourgeois», à Wünnewil dans la Singine. On saisit aussi le détail plus anodin : à tel endroit, il faudra couper le noyer qui obscurcit la lumière que devrait apporter la fenêtre qui éclaire l'autel.

Nous ne poursuivrons pas cette énumération, mais nous tenions à montrer que cette source, si bien publiée, embrasse un horizon plus large qu'on ne penserait au premier abord.

Jean-Pierre Chapuisat

Annales Benjamin Constant 14, Lausanne, Institut Benjamin Constant, Paris, Jean-Touzot, 1993, 192 p.

Depuis 1980, l'Institut Benjamin Constant publie chaque année (sauf en 1981) le fruit des recherches sur Benjamin Constant. Avec sa dernière livraison, il fait preuve d'originalité en faisant paraître, selon un découpage du numéro en trois parties, trois articles sur Benjamin Constant et le Groupe de Coppet, six sur l'*Encyclopédie d'Yverdon*, et deux sur les *Œuvres complètes* de Benjamin Constant. Treize comptes rendus et les chroniques de l'Association et de l'Institut Benjamin Constant concluent ce volume, aux aspects contrastés et aux signatures cosmopolites. Nous ne privilégierons ici que les contributions de caractère historique.

Dans la première subdivision, Peter Walser-Wilhelm s'attarde sur la personnalité de l'historien Jean de Müller (1752-1809), dont la mémoire fut célébrée par Mme de Staël et flétrie par d'autres membres du Groupe de Coppet. Au travers des lettres adressées à Charles-Victor de Bonstetten (1745-1832), on comprend à la fois mieux la personnalité de Jean de Müller, déchirée entre ses convictions manifestées dans ses écrits historiques et les exigences de sa carrière politique, et l'apport essentiel de son correspondant, en fait son intime, dans son écriture.

Que l'Institut Benjamin Constant s'associe aux travaux et à la publication des actes de la Table ronde consacrée, à Yverdon, les 26 et 27 octobre 1992, à l'*Encyclopédie d'Yverdon*, se justifie aisément selon Étienne Hofmann : «Les spécialistes de Constant et du Groupe de Coppet sont en effet parmi les premiers à devoir s'intéresser à un autre cercle d'intellectuels, proches par l'esprit, par la géographie, et qui précéda de peu Mme de Staël et ses amis» (page 55). Il faut saluer l'initiative de cette rencontre, à l'endroit même où l'*Encyclopédie* a été publiée, venant à un moment où les recherches parues justifient un premier bilan ; elle permet de relancer depuis la Suisse de nouveaux travaux sur cette œuvre qui a su se démarquer de son modèle, l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert (les éléments de comparaison entre les deux encyclopédies sont étudiés par Clorinda Donato).

La personnalité dynamique et multiforme de Fortunato Bartolomeo De Felice, à l'origine de l'*Encyclopédie d'Yverdon* (58 volumes, parus entre 1770 et 1780), est présentée par Giuletta Pejrone ; Jean-Daniel Candaux démontre la faible influence des «sociétés de pensée du Pays de Vaud» entre 1760 et 1790, dans la conception, la rédaction et la diffusion de l'*Encyclopédie*. Les auteurs ont été recrutés en dehors de ces formes d'expression intellectuelle ; seuls huit Vaudois dont quatre proviennent d'Yverdon ont participé à l'aventure éditoriale. Avec beaucoup de perspicacité et s'appuyant sur une démarche méthodologique convaincante, Alain Cernuschi propose des lectures liant l'attente et la réception de l'*Encyclopédie* à travers les comptes rendus et les extraits rédigés dans le *Journal helvétique* entre novembre 1770 et juin 1775. Jacques Proust, situant la place de l'*Encyclopédie* dans la pensée européenne, la juge comme européenne dans les faits, mais nullement d'intention ; selon lui, l'*Encyclopédie* est l'ultime chef-d'œuvre de la Renaissance, qui n'ouvre en aucune manière sur l'Europe des nationalités et de la révolution industrielle du XIXe siècle. «Elle est typiquement européenne, puisque la Renaissance le fut, mais la science dont elle nous parle et dont nous parlons encore aujourd'hui n'est ni française, ni allemande, ni même européenne, elle est universelle». (page 122)

La variété des articles et la vivacité des réflexions laissent présager que l'œuvre de Benjamin Constant n'a pas fini de susciter de l'intérêt. La parution, en 1993, des deux premiers volumes des *Œuvres complètes* sur les quarante-huit prévus (voir la relation de Paul Delbouille dans les présentes *Annales*), est une garantie du vaste champ d'investigation encore à défricher et à faire connaître. Nous ne pouvons que nous réjouir de cet état de fait et encourager la réussite de l'entreprise.

Gilbert Coutaz

Philippe TANNER, *Le Coutumier de Grandson de 1702 et son application jusqu'à l'entrée en vigueur du droit vaudois*, Yverdon-les-Bains 1992, XXIX + 460 pages, (Bibliothèque historique vaudoise, n° 106).

En étudiant le coutumier de Grandson et son application, Philippe Tanner met en évidence le passé juridique de cette région entre 1702 et 1821. L'indication de la bibliographie et des sources donnée en préambule souligne l'étendue du dépouillement des documents opéré par l'auteur. Il s'agit en particulier de l'étude systématique de l'ensemble des registres de cours de justice (une trentaine) et de ceux des notaires (une trentaine également). Curieusement, la série Be aux ACV concernant les bailliages mixtes civils et religieux, qui comprend notamment diverses matières consistoriales, n'apparaît pas dans les sources manuscrites (p. XXVI).

La thèse débute par une introduction décrivant l'évolution historique et législative. On peut regretter que les notes 13 et 14 de la page 6 aient disparu dans l'avant-propos de l'édition.

La première partie examine l'organisation judiciaire et la procédure civile. Les différents tribunaux, cours de justice et consistoires sont passés en revue les uns après les autres (composition, nominations, for, compétences) en tenant compte des complications créées par les réorganisations administratives de 1798 et de 1803. Cet utile tableau présente cependant quelques petites faiblesses. L'auteur utilise systématiquement le terme de *juge* pour les fonctions généralement désignées par ceux d'*assesseur* ou de *justicier*. Avec raison, il se pose la question de savoir si l'hérédité est déterminante pour le choix de certains fonctionnaires, mais il l'envisage seulement sous l'angle agnatique sans se soucier de la parenté par alliance (pp. 50-1). De plus, il n'est pas suffisamment précis sur les rôles distincts des assesseurs et des gardes (qu'il nomme surveillants) des consistoires (p. 68). Enfin, à la note 269 de la page 82, comment les baillis peuvent-ils établir et boucler leurs comptes tous les deux ans alors que leur mandat est de cinq ans (pp. 37 et 66) ? Les comptes sont annuels allant d'une Saint-Michel à l'autre (29 septembre – *cf.* ACV, Bp 31).

La seconde partie étudie les particularismes du droit civil en abordant successivement la capacité de la femme, fortement dégradée depuis le XVIe siècle, le régime matrimonial, qui est celui de l'union des biens, les successions avec notamment les testaments notariés, olographes et verbaux, et la situation du conjoint survivant.

En conclusion, Philippe Tanner relève que, copie avant tout du coutumier de Moudon de 1575, mais aussi inspiré des *Loix et Statuts* de 1616, le coutumier de Grandson présente un caractère archaïque dont la qualité première est la fidélité à la coutume suivie jusqu'alors, reflétée par son

application dans la pratique. Finalement, il dresse en annexe une table des sources du coutumier qui signale tous les emprunts formels.

Cette thèse rendra service à tous ceux qui sont confrontés à l'organisation judiciaire de la région et à son fonctionnement.

Pierre-Yves Favez

Daniel AUBERT, *Montres et horlogers exceptionnels de la Vallée de Joux*, Neuchâtel, Éditions A. Simonin, 1993, 203 p., ill.

Fruit de patientes et minutieuses recherches, notamment techniques, cet ouvrage d'un Combier de souche se distingue tout d'abord par sa remarquable iconographie. De nombreuses photos, anciennes et modernes, cartes postales et autres vues aériennes de la Vallée de Joux nous donnent une bonne idée de la vie dans cette haute combe du Jura vaudois depuis le siècle dernier. Et l'abondance d'illustrations de montres, mouvements, pièces compliquées, plans, tableaux et fac-similés de lettres est proprement exceptionnelle. Cette richesse de documents en couleurs et en noir-blanc permet au lecteur de mieux appréhender l'évolution de la fabrication horlogère et l'extraordinaire précision et délicatesse des chefs-d'œuvre réalisés par les artisans combiers.

L'ouvrage se décline en neuf chapitres, selon un plan pas toujours très évident, mais le foisonnement d'informations, d'impressions et de renseignements techniques et historiques compense quelque peu le manque de rigueur scientifique, ainsi que l'absence d'une véritable conclusion.

Il s'agit en effet avant tout d'un livre destiné au grand public, aux habitants de la Vallée et aux horlogers bien sûr, mais aussi à tous les amateurs d'histoire locale. Comme l'auteur le précise dès l'introduction : «On parle souvent, dans les livres, de montres exceptionnelles; de ceux qui les ont construites, beaucoup moins.» Le ton général de l'ouvrage est ainsi donné. Dans le premier chapitre, intitulé «Les artisans-industriels de la *Silicon Valley* de l'horlogerie», M. Aubert brosse un portrait global du développement de l'industrie horlogère combière et des grandes maisons de la place, et décrit dans leurs grandes lignes les principaux genres de fabrication présents à la Vallée. Chaque chapitre s'applique ensuite à présenter un horloger ou une famille d'horlogers qui ont façonné à leur manière l'histoire de la Vallée de Joux.

À l'évidence, l'auteur a dû faire des choix, il était en effet impossible de rendre justice à tous les grands artisans combiers. Il s'en explique d'ailleurs dans son introduction : «L'ouvrage que vous avez dans les mains a pour but de mieux cerner la vie de quelques horlogers et d'entreprises hors du

commun et de leurs œuvres, particulièrement de géniaux inconnus.» Les têtes de chapitre font ainsi ressortir essentiellement deux patronymes, celui des Aubert et celui des Lecoultre. Mais à l'intérieur de chaque grande subdivision, concernant un comptoir horloger et ses principaux genres de fabrication (chapitre 2), l'École d'Horlogerie de la Vallée et son premier directeur (chapitre 3), les montres compliquées et l'École d'horlogerie de Genève (chapitre 4) ou diverses réalisations de montres exceptionnelles (chapitres 5 à 9), on retrouve les contributions ou l'histoire d'autres familles, d'autres ateliers et comptoirs qui ont fait la réputation de la Vallée. L'information est ainsi dispersée tout au long de l'ouvrage, et il est parfois difficile au lecteur de s'y retrouver et de recréer une trame chronologique ou thématique. Malgré ces quelques critiques, ce livre plaisant à lire et d'une présentation extrêmement soignée fera très certainement partie désormais des ouvrages de référence sur l'histoire de l'horlogerie à la Vallée de Joux.

Chantal Schindler

LA REVUE, 125 ans. Lausanne, Édition de la Nouvelle Revue-Hebdo, 1993, 120 p.

Cette plaquette éditée à l'occasion du 125e anniversaire de la *Revue* fondée en 1868 par Louis Ruchonnet regroupe trois contributions.

Dans *«Si la «Revue» nous était contée»*, Jean-Pierre Thévoz, journaliste attaché à cet organe de presse pendant 45 ans, évoque la vie de l'hebdomadaire, devenu quotidien à la fin des années septante du siècle dernier, puis revenu au rythme hebdomadaire tout récemment en 1991. Au travers des rédacteurs en chef successifs, dont les plus marquants furent, outre Ruchonnet lui-même, les deux frères Émile et Félix Bonjour, c'est plus d'un siècle de radicalisme vaudois qui défile. La plupart des responsables de la *Revue* ont en effet été très directement impliqués dans la vie et les combats du «grand parti». L'auteur rappelle que la *Revue* fut la première à inaugurer en Suisse romande des pages «magazines» dans les années cinquante. Il évoque les personnalités de plusieurs journalistes de talent qui collaborèrent au quotidien: Édmond-Henri Crisinel, le poète tôt disparu, l'écrivain Charles-Ferdinand Landry, le chroniqueur sportif de la radio Squibbs, le critique musical Hermann Lang, et aussi Samuel Chevalier, André Marcel, Simone Hauert, Jean-Pierre Moulin, Louis-Albert Zbinden.

Dans *«À travers les années 60 de l'autre siècle»*, Jean Hugli rappelle le contexte de l'époque qui vit naître la *Revue*: mutation des transports avec

l'apparition du rail, mutation de la ville de Lausanne, croissance démographique, progrès de l'hygiène et de l'économie en même temps que se dessinent les premiers contours d'une modeste classe ouvrière, de caractère encore fortement artisanal, débats à propos de la peine de mort autour de la dernière exécution (Moudon, 1867) et enfin début des «années Ruchonnet» au moment où ce dernier entre au Conseil d'État, en 1868 précisément.

La contribution la plus intéressante et la plus riche est certainement celle d'Olivier Meuwly, «Le radicalisme, de Druey à Ruchonnet». L'auteur montre avec pertinence l'essoufflement rapide du parti radical après 1845 et sa quête de renouvellement avec l'apparition d'une nouvelle génération politique dès les années soixante: Victor Ruffy, Charles Estoppey, Louis Ruchonnet. Pour ce dernier, la nouvelle *Revue* sera à la fois une arme contre les libéraux, contre la droite radicale conservatrice et pour une politique de progrès en matière d'éducation, de transports et d'économie. Si Jean-Pierre Thévoz souligne que la *Revue* «se voulait dès l'origine un journal campagnard, le reflet fidèle du terroir, le lien puissant entre la ville et la campagne», Olivier Meuwly nuance fortement cette opinion en montrant que Ruchonnet estimait que l'agriculture devait s'adapter au monde moderne, qu'il n'hésitait pas à critiquer l'agriculteur «esclave de la routine et du préjugé». Son souci premier était que la Suisse et le canton de Vaud ne ratent pas le tournant de la science et de l'industrialisation. Les années nonante voient resurgir l'omnipotence et l'essoufflement radical, comme trente ans auparavant. Le signe en est autant la lutte menée par les libéraux sur les incompatibilités et le scandale des pots-de-vin qu'aurait touché un dignitaire radical, Antoine Vessaz, acculé à la déchéance politique, que l'apparition du parti socialiste sur la scène politique. L'une des conséquences historiques sera la réconciliation des radicaux avec leurs adversaires de toujours, les libéraux, et la naissance d'une entente qui perdurera avec des hauts et des bas jusqu'à notre temps.

Olivier Pavillon

Claude-Isabelle BRELOT, *La noblesse réinventée. Nobles de Franche-Comté de 1814 à 1870*, Besançon 1992, 2 vol.

De nombreux travaux d'histoire sociale sur la France des notables ainsi que la belle étude d'Arno Mayer, *La persistance de l'Ancien Régime. L'Europe de 1848 à la grande guerre* (1983 pour la traduction française), ont montré combien était erronée l'hypothèse de l'anéantissement de la noblesse française dans la bourgeoisie triomphante après 1789. La fascination exercée par le mode de vie noble maintient en effet longtemps la

bourgeoisie captive, alors que la noblesse réussit à s'adapter à la société nouvelle en renouvelant son identité. La thèse de Claude-Isabelle Brelot apporte une contribution complexe et passionnante à la connaissance des noblesses provinciales. L'auteur a fait le choix d'une approche qualitative très fine, soutenue par une excellente connaissance des archives privées, démarche dont le caractère parfois impressionniste déçoit quelques attentes, notamment dans le traitement de la structure familiale où le recours à des autobiographies exemplaires suppléent à une analyse du nombre et des réseaux, et aussi celui de l'éducation nobiliaire considérablement transformée au cours du siècle. Cl.-I. Brelot cerne cependant avec justesse les défis posés à la noblesse franc-comtoise par sa diversité, car pas plus que pendant l'Ancien Régime la noblesse n'est homogène, par la reconquête puis la consolidation de patrimoines moins entamés qu'on ne le pensait par l'émigration et les confiscations révolutionnaires, par la recherche enfin d'un nécessaire équilibre entre tradition et modernité.

Pour toute la noblesse franc-comtoise la terre reste une source fondamentale de revenu. Très inégalement répartie, presque absente du Jura, la propriété noble connaît encore une très forte dispersion conformément au modèle de la province, pays de petite et moyenne propriété. Si le remembrement et la concentration sont à l'ordre du jour, la noblesse sait cependant tirer avantage de l'éclatement de ses domaines. Le fermage, en argent mais aussi en nature, qui est encore le régime traditionnel d'exploitation en Franche-Comté, permet en effet d'attacher au propriétaire, directement ou par l'intermédiaire de fermiers aisés, de nombreux paysans qui trouvent dans la location de parcelles de quoi compléter et parfois rentabiliser leur propre exploitation. Une gestion souvent souple – plus ou moins patiente devant les retards de paiement des paysans et fonctionnant comme institution locale de crédit – qui semble être le fait de la noblesse ancienne davantage que de la noblesse récente ou de la bourgeoisie, plus soucieuse de rentabilisation rapide, s'accorde avec la position non dominante de la noblesse en Franche-Comté et la force des communautés rurales. À ce clientélisme agraire, la noblesse ajoute une version modernisée du patronage seigneurial : l'évergétisme est de mise et s'illustre dans les dons faits aux communes (construction et participation à l'entretien de l'hôpital, de l'école, voire à la réalisation d'infrastructures telles que ponts, routes ou bâtiments de la mairie) ou aux bureaux de bienfaisance urbains. Culte de la responsabilité des élites envers le peuple – «rassurer par la protection et éclairer par [les] lumières» selon le prince d'Arenberg (p. 335) – mais aussi compréhension très claire des nouvelles mœurs électorales. Aux revenus de la terre, la noblesse tentera d'ajouter des participations dans les entreprises industrielles, la métallurgie principalement. De cette dernière

expérience, «les mentalités nobles en sortent plus transformées que la nature des fortunes» (p. 407) : la noblesse apprivoise l'idée d'enrichissement et de profit même si elle n'y réussit guère pour l'heure. C'est cependant le salariat qui apportera les compléments les plus sûrs aux revenus de la majorité des nobles franc-comtois. La noblesse passe progressivement de la tradition du service du roi à celui de l'État, mais la durée de ce service est inversement proportionnelle au niveau des fortunes : les longues carrières dans l'administration ou l'armée sont principalement le fait des nobles les moins riches pour lesquels le traitement procuré par un poste subalterne est une ressource indispensable. La noblesse fortunée, qui profite largement grâce à ses réseaux de la structure encore très traditionnelle de l'État, parvient à des fonctions importantes où cependant elle ne reste guère. Néanmoins les mentalités évoluent et l'idée de l'accomplissement de soi par le travail, l'acceptation de la priorité du mérite sur la naissance transforment petit à petit l'éducation donnée aux jeunes nobles vers le milieu du siècle. Le collège est préféré désormais au préceptorat privé et prépare aux grandes écoles, Saint-Cyr ou Polytechnique par exemple, par lesquelles on se doit de passer.

La culture nobiliaire enfin, à laquelle C.-I. Brelot consacre plusieurs chapitres très intéressants – patronage, loisir, vie mondaine, culte de la mémoire lignagère – semble fondée essentiellement sur des valeurs traditionnelles revivifiées. Culture singulière, exclusive et fédératrice de toutes les noblesses, elle affirme encore la priorité du lignage sur l'individu, l'honneur et les devoirs du nom comme la croyance dans la transmission héréditaire d'une essence supérieure. Désormais ouverte aux talents, elle prohibe cependant tout professionnalisme en matière d'art ou dans d'autres domaines : l'amateurisme cultivé reste la règle de vie de tout noble. Culture d'ordre, elle sépare, et peut-être plus rigoureusement qu'auparavant, la noblesse du reste de la société : la vie mondaine en ville ou dans les châteaux de la province, fortement organisée autour d'activités occultant l'oisiveté toujours de mise, demeure fermée à la bourgeoisie.

Relevons pour conclure que la thèse de Cl.-I. Brelot se termine sur un dossier de cartes, graphiques et tableaux très bien construit et constituant un excellent soutien à la lecture de l'ouvrage mais qui, comme tel, aurait davantage été à sa place dans l'ouvrage plutôt que relégué à la fin.

Marianne Stubenvoll

Patrice ROSSEL, *La maison vaudoise: histoire du cercle démocratique Lausanne*, Éd. Cabédita, 1993, 156 p.

Fondé en 1843 probablement, le Cercle démocratique de Lausanne a accompagné l'histoire du parti radical jusqu'à nos jours et lui reste intimement mêlé par ses idées politiques et ses membres. Ce sont surtout les présidents qui occupent du reste la première place dans ce récit et en ponctuent les étapes : Druey, Ruchonnet, Pilet-Golaz, Delamuraz et autres hommes d'État qui ont marqué l'histoire de la Confédération et surtout du canton. Cette empreinte justifie le titre de «vaudoise» qui caractérise ambitieusement et suggestivement ce centre de la culture radicale. Au cours de ces pages, le lecteur pourra donc vibrer aux accents des discours festifs et aux rappels des grandes étapes de ce cercle qui a toujours cherché à offrir des activités culturelles et un «coude à coude» à la grande famille du parti. Les cercles nés au XIXe siècle sont un phénomène social et, ici, socio-politique intéressant et prisé par les historiens actuels. L'auteur a privilégié, lui, les évocations qui, au gré des associations d'idées le mènent parfois fort loin, jusqu'aux Vieux-Grenadiers de Genève. C'est dire que ce livre se lit agréablement, d'autant plus qu'il est richement illustré de photographies de grands hommes du parti et du cercle.

André Lasserre

Benjamin RODUIT, *Les collèges en Valais de 1870 à 1925 : tradition ou modernisation*, (Mémoires et Documents) publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande, 4e série, t. I.

Le travail de Benjamin Roduit s'appuie sur un corpus de documentation fort étendu allant des protocoles du Conseil d'État et du Grand Conseil à ceux du Vénérable Chapitre, en passant par les correspondances de professeurs et préfets de collèges, les comptes, procès-verbaux de conférences de professeurs, rapports, palmarès, programmes de cours, règlements, etc. sans oublier les textes législatifs et les articles de journaux, revues et périodiques. Cette grande diversité de sources assure à l'étude sa solidité en même temps que ses nuances et sa largeur de vues.

À travers l'histoire des établissements secondaires supérieurs, le propos est de déterminer les interactions entre les choix politico-pédagogiques d'un État et la fonction immanente des collèges dans l'affirmation et la définition des élites, dans l'adaptation culturelle et professionnelle des groupes sociaux aux mutations économiques. L'ouvrage donne d'abord une bonne vue rétrospective de l'histoire des collèges du Valais, du début

du XIXe siècle jusqu'à la loi de 1873. Confié par l'État aux Pères de la Foi à Sion, aux Piaristes à Brigue et aux chanoines de la Royale Abbaye de Saint-Maurice, l'enseignement secondaire supérieur vise d'abord au «redressement» de l'Église et de l'État au lendemain des remous de la Révolution. Orienté surtout, dans la tradition jésuite, vers la culture gréco-latine et l'art oratoire, il ne forme guère que des lettrés et des juristes. Souhaitée par les milieux libéraux, une extension de l'enseignement des sciences et des langues vivantes se heurtera longtemps à un conservatisme rétrograde. Le régime radical (1848-1857) tentera de centraliser les classes supérieures de l'enseignement secondaire à Sion et de donner plus de poids à l'aspect «utilitaire» de l'enseignement. S'il prépare la voie aux réformes ultérieures, ce premier mouvement n'aura pas d'effets immédiats et échouera en même temps que le régime qui l'a suscité.

Entre la loi de 1873, porteuse de quelques innovations qui demeureront longtemps encore lettre morte, et celle de 1910, l'auteur aborde ensuite une étude fouillée de l'organisation des collèges, analysant tour à tour le cadre financier et administratif, les programmes et leur mise en œuvre, le poids relatif des disciplines «classiques» et les branches «utilitaires», la composition, les origines socioculturelles et les conditions d'existence du corps professoral et des élèves. Il montre le lent processus de modernisation dans lequel interviennent aussi bien les exigences et les pressions fédérales, les tensions entre centralisme et régionalisme et les besoins exprimés de la mutation économique du Valais.

Cette lutte pour un enseignement «industriel» doit faire face à de nombreux obstacles idéologiques. Les tenants de la tradition «classique» voient dans l'enseignement «utilitaire» quelque chose de méprisable qu'ils assimilent volontiers au courant de la pensée matérialiste. Un premier résultat de cette longue lutte, la loi de 1910, jette les bases d'un enseignement scientifique distinct et complet et prévoit la décentralisation des classes supérieures de l'enseignement classique. L'application n'en sera pas aisée, et les résultats tangibles seront longs à se manifester. La loi de 1910 n'a pas apporté la redéfinition culturelle des élites qu'elle semblait promettre, ni même une filière de cadres supérieurs adaptée aux mutations du Valais moderne.

Industrialisé presque malgré lui, se réfugiant dans des valeurs jugées plus sûres de l'agriculture, le Valais a mis longtemps à comprendre ses besoins en matière de formation. Le système d'enseignement valaisan, trop attaché à une «reproduction» classique et traditionnelle des élites, n'a su créer d'abord, dans ses écoles techniques et commerciales, qu'une légion d'employés occupant des fonctions subalternes. Les nouvelles élites de gestionnaires et technocrates ont longtemps encore été importées de l'extérieur.

La loi sur l'instruction publique de 1962 créera une meilleure cohésion entre les divers secteurs de l'enseignement, en admettant une codification d'ensemble et en comblant le «vide» de l'enseignement secondaire du premier degré, favorisant ainsi l'accès aux études secondaires, supérieures ou professionnelles.

Nous n'avons fait qu'esquisser ici les lignes directives et quelques conclusions d'un ouvrage que tous les enseignants valaisans se doivent de lire et de méditer. Il leur permettra de mettre en perspective leur action dans un courant historique et de mieux se situer par rapport aux besoins objectifs de formation de la société, à l'image qu'elle imprime à la reproduction de ses élites, aux priorités qu'elle ne sait ou ne sait pas définir.

Antoine Lugon

«Suisse romande : l'Histoire en sociétés», in *Équinoxe*, Éditions Arches, n° 10, 1993.

L'Association Arches, qui édite la revue de sciences humaines *Équinoxe*, a eu l'heureuse idée de lancer un débat sur le monde des sociétés d'histoire de la Suisse romande, incitant les historiens et leurs associations à se pencher sur eux-mêmes. Le numéro 10 d'*Équinoxe* tente de brosser l'état de santé des sociétés d'histoire cantonales, en donnant la plume à une palette de «contributeurs» fort variée.

La revue commence par la restitution (pages 9-20) d'un entretien entre le professeur d'histoire contemporaine Hans-Ulrich Jost, de l'Université de Lausanne, et deux journalistes-historiens d'*Équinoxe*. Monsieur Jost est à l'heure actuelle le spécialiste de l'étude des faits associatifs dans notre pays, soit de l'histoire du climat dans lequel de nombreuses sociétés sont nées au siècle dernier. Par le jeu du question-réponse, les deux élèves permettent au maître de dresser une solide analyse du thème traité par la revue. Les faits historiques et leurs implications sont exposés de manière pertinente. Hélas, le discours s'entache de propos désobligeants à l'encontre des sociétés cantonales, la SVHA en particulier.

La polémique peut être une source de discussions enrichissantes. Mais lorsque du haut de son savoir le professeur Jost taxe la SVHA (et d'autres sociétés) de «lieu de résistance fréquenté par des gens dépassés sur le plan historiographique» (page 18), ou qu'il déclare que la qualité des revues des sociétés d'histoire «reste souvent très médiocre» (page 17) à cause de l'amateurisme de leurs rédacteurs, la provocation frise l'insulte. Nous ne ferons pas ici le stérile procès de ces accusations. L'Association Arches

précise qu'elle décline toute responsabilité dans les opinions émises par les auteurs. Mais dans le style ambigu du question-réponse, on aurait pu souhaiter que dans une de leurs questions les journalistes-historiens invitassent Monsieur Jost à ne pas jeter tous les auteurs des cent numéros de la *Revue historique vaudoise* dans le même sac poubelle.

Viennent ensuite les présentations des sociétés d'histoire cantonales. Dans l'éditorial, on précise que chacune fut libre de présenter son autoportrait. Parfois ce sont des auteurs issus des comités des sociétés respectives qui ont relevé le défi, alors qu'ailleurs les articles sont dus à des personnes qui prennent de la distance par rapport aux dirigeants de la société[1]. Ces textes décrivent bien dans quelles conditions les sociétés sont nées et permettent de distinguer des spécificités et des richesses propres à chaque canton.

Un article est consacré à l'histoire de l'édition de documents d'archives en Suisse romande, mettant en relief la contribution que les sociétés d'histoire ont apportée à cette lourde tâche.

Trois historiens s'expriment ensuite sur l'avenir des sociétés d'histoire, suggérant quelques pistes de réflexion quant à certains enjeux et défis futurs.

Enfin, le volume se termine par une fort utile présentation de chaque société dans sa composition actuelle. Suivant un même schéma, les sept sociétés d'histoire de Suisse romande sont présentées dans une fiche signalétique d'une page. On retrouve ainsi pour chacune d'elles les buts de la société, des références bibliographiques, son organisation actuelle (nombre de membres, activités, publications, adresse).

Afin de pousser plus loin le débat, une table ronde fut organisée à Lausanne, le 26 novembre 1993. Arches a ainsi eu le mérite de rassembler autour de quatre professeurs d'histoire invités, MM. Francis Python (Fribourg) Jean-Claude Favez (Genève), Maurice de Tribolet (Neuchâtel) et Hans Ulrich Jost (Lausanne), les présidents des sociétés d'histoire de Suisse romande, ainsi que plusieurs historiens. Que les initiateurs de ce concile romand des historiens en soient ici remerciés.

Gilbert Marion

---

[1] Étant donné le nombre élevé d'auteurs dans ce numéro d'*Équinoxe*, nous avons choisi de n'en citer aucun, afin de ne pas surcharger ce compte rendu.

«Histoires de revues» publiées par Alain CLAVIEN, Diana LE DINH, François VALLOTTON, in *Les Annuelles* (sous la dir. du prof. H. U. Jost), (Histoire et Société Contemporaines), Lausanne 1993, n° 4, 121 p.

Ce sont des «histoires de revues» peu banales que nous proposent les auteurs du dernier numéro des *Annuelles*, publication éditée sous la direction du professeur H. U. Jost.

Loin de se limiter à une approche de type monographique traditionnelle – se bornant à décrire, souvent de manière rébarbative, le contenu des revues – les différentes contributions de ce recueil privilégient l'étude du champ intellectuel romand en formation à cette époque. «Les revues, précisent Alain Clavien, Diana Le Dinh et François Vallotton, ne sont pas ici étudiées pour elles-mêmes seulement, mais considérées comme catalyseurs de toute une série de transformations, aux effets souvent contradictoires, tant dans le monde de la presse que dans la société dans son ensemble.» Aussi focalisent-ils leur attention principalement sur les pratiques, les conditions d'élaboration matérielle autant qu'intellectuelle d'une revue, illustrant avec succès l'ampleur et la richesse d'un champ qui n'a jusqu'à présent que peu retenu l'attention des historiens.

En préambule, dans *Jalons pour une histoire à faire*, les auteurs de ce numéro dressent une sorte de panorama des différents types de revues émergeant en Suisse romande dans les années 1880-1914: revues culturelles, revues familiales et à vocation édifiante, revues scientifiques, revues militantes, et revues satiriques. C'est notamment par la double dynamique de l'élargissement du champ des consommateurs potentiels et de la multiplication des producteurs culturels que les auteurs expliquent le foisonnement exceptionnel des revues populaires au tournant du siècle, phénomène par ailleurs largement européen. Formidable outil de travail, cet article fourmille de surcroît de suggestions de recherches à entreprendre, telles que l'établissement d'une carte sociologique fine du nouveau lectorat issu des progrès de l'alphabétisation, ou encore, comme contribution à l'histoire sociale des genres, une étude du contenu des revues s'adressant à un lectorat principalement féminin, cela d'autant plus que «le champ littéraire est un des (rares) lieux de pouvoir qui sera massivement investi à la fin du siècle par des femmes». C'est d'ailleurs sur cette dernière voie que s'aventurent Monique Pavillon et François Vallotton par l'entremise du *Foyer Domestique, Journal pour la famille*. Leur analyse de ce périodique illustré, lancé en 1888 par Attinger, met en évidence la dynamique contradictoire qui caractérise cette publication. En effet, bien que l'éducation morale et pratique des femmes au foyer y occupe une place centrale, «la politique des genres introduite par le *Foyer Domestique* lui-même, à

savoir que ce sont des femmes qui sont le mieux à même de parler aux femmes, crée pour celles qui y participent un espace réel d'émancipation».

Avec *Philippe Godet et le «Foyer Romand» : histoire d'un échec*, c'est de la problématique de la constitution du champ littéraire romand au tournant du siècle que nous entretient Alain Clavien. Il met en évidence la lutte opposant les jeunes auteurs, que soutient Godet dans leur combat pour une professionnalisation de la littérature, à la fraction de l'élite protestante conservatrice dominant le monde littéraire romand, plus préoccupée par les valeurs morales et soucieuse de diffuser de «bons livres», que par un intérêt véritablement esthétique et artistique.

De professionnalisation, il en est aussi question dans la contribution de Thomas Busset et de Diana Le Dinh. Leur analyse de l'évolution du *Journal de statistique suisse* souligne en effet la transformation radicale que connaît non seulement la sociabilité statisticienne, mais également toute la production statistique en Suisse durant la période 1890-1920 : institutionnalisation des services statistiques, professionnalisation du travail, homogénéisation du champ traité, spécialisation et complexification des problématiques, intérêt croissant pour l'économie politique; on est loin désormais de l'esprit positiviste et des préoccupations philanthropiques qui animaient la première génération des statisticiens.

À l'inverse, alors que la tendance globale de l'historiographie européenne au XIXe siècle est à une spécialisation et une professionnalisation de la recherche, c'est une revue mêlant «vérité scientifique» et «vulgarisation» dans un but «patriotique» que fonde Paul Maillefer en 1893 : la *Revue historique vaudoise*. Très critique face au caractère hybride de cette publication qui se veut l'amalgame de la *Revue historique* de Gabriel Monod et du *Musée neuchâtelois* de Philippe Godet, Patrick de Leonardis s'attache également à montrer combien les intérêts privés de Maillefer et l'utilité publique se combinent dans la création de cette revue : «pendant vingt-sept ans, ce mensuel lui a offert une tribune de choix, publicitaire, lorsqu'il s'est agi de faire la promotion de ses propres ouvrages, et politique, au travers des quarante-quatre articles divers, des innombrables éditoriaux, chroniques, et autres critiques bibliographiques dont il a rempli les livraisons». L'histoire de la *RHV* illustre ainsi bien le décalage de l'historiographie vaudoise au siècle dernier par rapport au développement global des sciences historiques.

Hans Ulrich Jost, quant à lui, nous propose une réflexion sur *Wissen und Leben*, cette célèbre revue «souvent considérée comme le sommet de l'expression culturelle et nationale de la Suisse au début du XXe siècle». Révélateur de l'ambiguïté de la période, ce périodique illustre la crise idéologique qui frappe une partie de la bourgeoisie et des classes moyennes

supérieures au passage du traditionnel XIXe siècle au moderne XXe siècle, amenant ces élites à se réfugier dans un discours symbolique, esthétique et moralisant, plutôt qu'à réfléchir de manière rigoureuse sur les contradictions sociales.

Signalons enfin la très intéressante contribution d'Oscar Mazzoleni sur *Il Politecnico*, revue politico-culturelle publiée à Milan entre 1945 et 1947. Ouverture sur l'étranger et sur une période différente de celle privilégiée par les autres auteurs de ce numéro des *Annuelles*, ce dernier article vient encore confirmer l'intérêt majeur que constitue l'étude des revues en tant que nouveau champ stimulant de recherche historique.

Cahiers thématiques, permettant à de jeunes historien(ne)s comme à des chercheurs/chercheuses confirmé(e)s de présenter l'état de leurs recherches et de proposer des démarches conceptuelles modernes, *Les Annuelles* s'imposent comme un lieu privilégié pour participer de manière dynamique au renouvellement des perspectives historiques. Soucieuse de promouvoir le débat, souvent si cruellement absent dans les traditionnels périodiques d'histoire, cette revue comble enfin une lacune regrettable dans le champ de la recherche historique en Suisse romande.

Chantal Ostorero

Philippe MASPOLI, *Le corporatisme et la droite en Suisse romande*, Lausanne, (Histoire et Société contemporaines), sous la dir. du prof. H.-U. Jost, t. 14, Lausanne 1993, 141 p.

Le quatorzième volume de la collection créée à l'Université de Lausanne par le professeur Jost est la version définitive d'un mémoire de licence présenté en 1988. Après une définition de cette doctrine politico-économique du XIXe siècle qu'est le corporatisme, Philippe Maspoli étudie son ascension dès la fin de la Première Guerre mondiale et son apogée durant les années trente et la Seconde Guerre mondiale. Enfin, il apprécie combien cette théorie a influencé et façonné les relations entre pouvoirs économique et politique dans notre pays depuis le milieu du siècle.

Né principalement dans les classes moyennes et chez des juristes, le corporatisme s'inscrit dans un courant de pensée très en vogue durant l'Entre-deux-guerres: le néopatriotisme. Après le désastre et le séisme psychologique de la Grande Guerre, il s'agissait d'offrir à la société une autre solution que celle préconisée par le marxisme. Marqués, entre autres, par des personnalités telles que Gonzague de Reynold, les corporatistes vont préférer la collaboration des classes à la lutte des classes. Cette réforme des relations entre partenaires économiques devait passer par une

réforme de l'État, en cherchant à récupérer ce que la société pré-bourgeoise d'avant 1848 avait de bon. Tout un pan de la droite suisse romande va alors s'enthousiasmer pour le corporatisme. L'auteur montre également dans quelle mesure le fascisme italien a suscité des sympathies dans nos contrées, et à partir de quand les mouvements de droite préféraient s'en distancer.

Le mérite de cet ouvrage est de présenter les relations et les apparentements entre les nombreuses associations, ligues, unions et autres groupes politiques et professionnels de l'Entre-deux-guerres. Deux précieux index (l'un de 129 associations, l'autre de plus de 150 personnes) permettent de retrouver d'utiles informations sur des personnalités et des groupements politiques, en particulier sur certains ténors de la droite vaudoise mal connus.

Écrit dans un style clair, avec quelques répétitions (explications récursives de certains concepts-clés), ce livre évite le ton moralisateur choisi parfois pour traiter de cette période.

Philippe Maspoli apporte ici une contribution bienvenue à la connaissance du climat politique de l'Entre-deux-guerres dans notre pays.

Gilbert Marion

Françoise FORNEROD, *Lausanne, le temps des audaces. Les idées, les lettres et les arts de 1945 à 1955*, Lausanne, Éd. Payot 1993, 446 p. (TerritoireS).

En 1982, sous la direction du professeur Jean Charles Biaudet, paraissait l'*Histoire de Lausanne*, forte de 456 pages et rédigée par onze spécialistes: 86 pages étaient consacrées aux années 1914 à 1980[2]. Menant seule sa recherche, Françoise Fornerod ne livre pas moins de 446 pages pour une période de dix ans. Cette comparaison souligne l'ampleur de sa contribution qu'elle a fondée sur une centaine d'*interviews* de témoins directs, la lecture systématique de la presse et la consultation de divers fonds d'archives officielles et privées.

L'auteur dresse la synthèse des diverses formes de la vie culturelle et artistique à Lausanne, entre 1945 et 1955, qui le plus souvent intéressent l'ensemble du canton de Vaud; elle fait défiler les différents protagonistes à travers des portraits saisissants et vivants, tissant entre eux des liens profonds et nombreux, souvent insoupçonnés. Selon un plan remarquablement composé, le livre est découpé en huit parties, divisées en

[2] Voir notre compte rendu dans *Revue historique vaudoise* 96, 1988, pp. 221-223.

vingt-quatre chapitres de longueur inégale (entre 7 et 25 pages) qui permettent de faire le tour des arts, de les mettre en perspective et de dresser le portrait d'une ou plusieurs personnalités à la fois. Les titres sont particulièrement évocateurs et heureux: ainsi *La pulsion d'une ville*, *La voix du monde à domicile*, *Ateliers, écoles et cimaise*, *Ces indispensables intermédiaires*. L'auteur souhaite être plutôt une historienne des idées que des faits, plus une observatrice attentive aux formes d'expression qu'une mémorialiste des événements et des dates. Elle n'a pas cherché à couvrir tous les aspects de la période, d'où la précaution prise avec le sous-titre. Il est d'ailleurs symptomatique que son point de départ soit des lieux où les idées se sont le mieux et le plus abondamment exprimées au sortir de la Deuxième Guerre mondiale (Le Coup de Soleil avec Gilles et Édith, Le Central, la Maison du Peuple et La Munichoise) plutôt que de fixer directement le cadre historique et économique, démographique et urbain qu'elle dresse dans les chapitres 2 et 24.

L'année 1945 constitue à l'évidence une rupture avec les temps qui précèdent. La fin de la guerre, l'arrivée triomphale au pouvoir des forces de gauche, *Le crépuscule des dieux* de l'Entre-deux-guerres (Charles-Ferdinand Ramuz, Charles-Albert Cingria et Paul Budry) sont autant d'indices d'une époque qui se ressaisit et à laquelle succède une nouvelle génération, aux «réalisations novatrices», le plus souvent en rupture avec la culture des cercles bourgeois, et ne disposant pas d'aide officielle. Nourries par l'existentialisme (Jean-Paul Sartre est accueilli à Lausanne en 1946) et par le surréalisme, les idées nouvelles vont métamorphoser le climat de la ville et envahir tous les champs de la communication et de la création. Même l'Église est en prise directe avec des approches renouvelées, d'où se dégagent les figures étonnantes de Roger Schütz (naissance de la communauté de Taizé), d'Albert Girardet (construction de Crêt-Bérard), les réalisations d'Église et Liturgie, les rapprochements des diverses communautés confessionnelles.

Il est difficile de nommer tous les instigateurs des entreprises éditoriales et des réalisations artistiques, tant elles sont foisonnantes. Sous l'impulsion d'Édmond Gilliard, de Marcel Regamey et d'André Bonnard, *trois éveilleurs de consciences*, les personnalités entre autres de Gustave Roud, Charles Apothéloz, Freddy Buache, Victor Desarzens, Benjamin Romieux et André Charlet émergent. Par justice pour leur action et avec une grande honnêteté intellectuelle, Françoise Fornerod intègre à sa fresque des noms moins connus, mais essentiels, tels que ceux de Georges Aubert et Ernest Genton, en peinture, Pierre Cailler et Fred Waefler, dans l'édition, Lucien de Dardel, dans la presse, ou encore André Desponds, en littérature. Ce qui frappe c'est que le génie du lieu a permis de développer des réalisations

de qualité et de renom, parfois antagonistes, dans une communauté d'intérêts, où les acteurs se respectaient dans un certain sentiment de «famille».

Si l'année 1945 constitue le point de départ d'une histoire nouvelle de Lausanne, celle de 1955 ne s'impose pas comme un terme. L'auteur ne la considère pas comme une date butoir, mais comme une commodité pour sa narration. Elle la dépasse régulièrement pour achever un commentaire sur son chapitre et surtout pour prendre du recul par rapport à ce qui est écrit. En ce sens, la postface (l'ouvrage n'a opportunément pas de conclusion) autorise l'auteur à porter sur les années 1945 à 1955 un regard serein, nullement empreint de nostalgie, ni marqué par la tentation d'encenser des personnalités et d'en faire des gloires locales. Pour elle, Lausanne, qui dépasse en 1946 100 000 habitants et, de ce fait, accède au statut de grande ville, est une ville ouverte, en train de se faire et de rattraper son retard; au lieu de se fossiliser rapidement, les initiatives prises au milieu du siècle perdurent, les instigateurs étant devenus entre-temps des figures de référence.

La qualité de la narration, la mise en valeur typographique et l'illustration soignée des textes ainsi que le recours à une bibliographie exhaustive font du livre de Françoise Fornerod un instrument de travail obligé. Aborder les années d'après-guerre pour une ville constituait en soi une démarche sans pareille en Suisse. C'est pourquoi, le livre de Françoise Fornerod est courageux, voire même téméraire. C'est sans doute dans cette démarche qu'il faut voir sa principale audace, l'auteur rejoignant par là même les personnalités et les événements qu'elle décrit.

Gilbert Coutaz

Alain CLAVIEN, *Les Helvétistes : intellectuels et politique en Suisse romande au début du siècle*, Lausanne, Société d'histoire de la Suisse romande & Édition d'en bas, 1993, 323 p.

Était-il bien raisonnable de consacrer une nouvelle recherche aux intellectuels romands du tournant du siècle après les nombreux travaux, certes plus spécifiquement littéraires, dont ils ont déjà fait l'objet? La question, posée en préambule par Alain Clavien, permet de souligner par contraste l'originalité de son travail : en effet, celui-ci ne constitue pas un nouvel avatar de la réflexion sur l'«identité littéraire romande», mais s'attache au parcours d'un petit groupe de littérateurs de cette région, qui, d'abord soucieux d'art et de culture, vont s'orienter progressivement vers des préoccupations plus politiques pour devenir, à la veille de la Première

Guerre mondiale, les défenseurs d'un nationalisme autoritaire. Cette approche, qui fait converger histoire des idées et histoire sociale de la littérature, permet de suivre la genèse d'une «nébuleuse idéologique» dont les valeurs imprègnent encore une bonne partie de la culture politique helvétique actuelle.

Mais que comprendre sous cette notion d'«helvétisme»? Plutôt qu'une doctrine cohérente, il sert dans un premier temps de signe de ralliement à quelques intellectuels en quête de reconnaissance qui tentent de se faire un nom en mettant en avant certaines valeurs «propres» à la culture suisse et dont ils veulent se faire les hérauts. Au cœur de cette démarche se trouve l'aristocrate fribourgeois Gonzague de Reynold qui, dans de nombreux articles d'abord puis dans le cadre de sa thèse de doctorat, tente d'esquisser les contours d'un «esprit suisse», amalgame entre une culture fédéraliste et particulariste et une nature alpestre. En 1904, le dandy alpicole réussit à rallier à sa cause un quatuor de jeunes plumes romandes : Adrien Bovy, les frères Alexandre et Charles-Albert Cingria, Charles-Ferdinand Ramuz; ensemble ils créeront la revue *La Voile Latine* qui doit leur servir d'instrument de combat.

Si l'helvétisme se construit pour une part en dialogue avec les multiples débats contemporains sur la «suissitude», il évolue et s'affine également en interaction avec les luttes et tensions qui structurent le champ intellectuel de l'époque. En effet – et c'est l'un des apports importants de l'ouvrage de Clavien – l'invention de l'helvétisme ne peut se comprendre qu'en relation avec le développement de stratégies nouvelles que cette jeune garde tente de mettre en place face à la vieille génération d'auteurs et critiques reconnus qui monopolise les places les plus en vue de la scène intellectuelle de l'époque. Cette vieille génération est incarnée au tournant du siècle par la «bande des quatre» – Philippe Godet, Gaspard Vallette, Philippe Monnier et Paul Seippel – qui a la haute main sur les rubriques culturelles de la *Gazette de Lausanne*, du *Journal de Genève* et de la *Bibliothèque Universelle*. Les jeunes, pour leur part, utiliseront comme tribune certaines petites revues littéraires dans l'espoir de thésauriser le capital symbolique nécessaire pour se faire une place au soleil.

Grâce au recours à de nombreuses correspondances privées, Clavien parvient à nous restituer ainsi un champ littéraire traversé par les luttes de clans, l'ambition et la mesquinerie de certains de ses représentants. À cet égard, la description des manœuvres de Reynold face à un Ernest Bovet – qui représente un concurrent dangereux sur le terrain même de l'helvétisme – illustre de manière exemplaire, et souvent savoureuse, ce climat de «vendetta» intellectuelle renforcé à cette époque par la pléthore des vocations.

Mais l'helvétisme va se construire également en relation avec le contexte politique de ces années. Celui-ci est marqué par les débats sur la «surpopulation étrangère», la nécessité de sauvegarder le patrimoine culturel helvétique, ainsi qu'un sentiment de ressentiment face à la démocratie et aux valeurs issues de la Révolution française. Du débat purement littéraire et esthétique, les Helvétistes vont prendre toujours plus position sur le terrain politique. Dès 1910, ceux-ci ne cachent pas de profondes affinités avec le mouvement de l'Action Française. Mais c'est surtout dès 1911, année où Reynold et Robert de Traz créent *Les Feuillets,* qu'un profil politique et idéologique clairement affirmé se dessine: critique du matérialisme, antisocialisme, antiféminisme, discours xénophobe et antisémite, militarisme, critique de la démocratie parlementaire. Ce programme, qui mêle conservatisme social et discours esthétique moderne, servira de point de départ à la constitution de la Nouvelle Société Helvétique en 1914.

Comment apprécier ce glissement? Résultat d'une stratégie de distinction ou véritable conviction politique? Si Clavien insiste sur le jeu des stratégies littéraires, ainsi que sur certaines données de structure – la saturation du champ intellectuel, la revendication, de la part d'hommes de lettres frustrés, d'une place éminente dans le débat politique – il s'attarde moins sur le contexte général de cette période qui favorise l'émergence de tel discours plutôt que tel autre. Sa conclusion met à juste titre l'accent sur l'épanouissement de ce nationalisme autoritaire dans l'Entre-deux-guerres, mais reste cependant plus prudente en ce qui concerne l'impact des Helvétistes avant la Première Guerre mondiale. Pour Clavien, leur discours extrémiste se serait heurté alors à la permanence d'une vieille garde libérale-conservatrice fermement attachée pour sa part aux principes de 1848. On peut néanmoins se demander dans quelle mesure cette petite élite contestatrice est vraiment marginalisée. En effet, ce discours, à la fois esthétique et réactionnaire, ne reflète-t-il pas plus fondamentalement l'avènement d'une nouvelle culture politique, qui se construit, dès la fin du XIXe siècle, en opposition à la pensée «quarante-huitarde» des Droits de l'Homme et de la Raison? Une nouvelle culture politique qui ne se limite pas à un petit groupe d'exaltés mais est dynamisée par une partie de la droite bourgeoise, avide d'ordre. À cet égard, je ne suis pas certain que la césure entre les «camelots» de Reynold et la génération des Secretan et Godet soit aussi forte. Certes, ces derniers se gardaient bien publiquement de marquer ouvertement leur adhésion, mais une certaine bienveillance et l'intronisation progressive de la «jeune garde» dans les organes libéraux montrent si ce n'est une totale empathie idéologique du moins de tangibles affinités électives. La recherche que mène actuellement Alain Clavien

sur la *Gazette de Lausanne* devrait nous fournir de nouveaux éléments d'analyse pour ce débat.

François Vallotton

Gilbert COUTAZ: *Guide des Archives de la Ville de Lausanne*, avec la collaboration de Jean-Jacques Eggler, Marcel Ruegg et Monique Favre, Lausanne 1993, 168 p., illustrations.

Sous la plume de Gilbert Coutaz et de ses collaborateurs, les autorités municipales ont publié en 1993 un riche panorama des Archives de la Ville de Lausanne et des institutions chargées de la sauvegarde de notre mémoire historique sous le titre *Guide des Archives de la Ville de Lausanne.* D'un format compact, abondamment illustré, ce livre de 168 pages passe en revue non seulement des sources écrites ou filmiques disponibles aux Archives, mais suggère des directions de recherches riches en découvertes dans d'autres institutions à but culturel: Musée historique de Lausanne, Archives cantonales vaudoises, Bibliothèque cantonale et universitaire, etc. Cette démarche diversifiée n'est pas la moindre qualité de cet ouvrage.

Les cantons voisins et les départements français limitrophes ont depuis plusieurs années édité des guides érudits de leurs dépôts: Berne, Fribourg, Genève, Vaud, comme les départements de Haute-Savoie et de l'Ain. Lausanne vient à son heure prendre une place qui lui est, par son importance, réservée.

L'ouvrage est logiquement structuré autour de trois parties complémentaires: les renseignements pratiques destinés à un large public, la description des fonds anciens et modernes, et enfin les sources historiques lausannoises conservées hors des Archives de la Ville.

La première partie (pages 13-40) précise les heures d'ouverture de l'institution, son adresse, ses bases réglementaires, les conditions d'admission, les réserves de consultation imposées à certaines séries et réaffirme la gratuité de la consultation. Un historique succinct et concis, appuyé sur des organigrammes précis, relate ensuite le développement tortueux et ramifié des institutions municipales. Circonscrire en complément l'évolution et les modes de la recherche historique, cerner les périodes fastes ou moins fastes de la politique culturelle, comme buriner la personnalité, le rôle ou le rayonnement des responsables successifs de l'institution, voilà de quoi éclairer la constitution des fonds et la rédaction de leurs inventaires.

Une orientation bibliographique (pages 37-39) renvoie aux travaux récents indispensables et ouvre la deuxième partie consacrée à la description synthétique des fonds d'archives (pages 41-151).

La Ville de Lausanne conserve des fonds anciens – médiévaux ou d'époque bernoise – et modernes – XIXe et XXe siècle. Qu'il s'agisse de fonds de parchemins ou de papiers, (dits Corps de Ville, Poncer, Grivel) ou de fonds particuliers (tels ceux de L'Abbaye de Montheron, des couvents lausannois ou de la Bourse française), chaque présentation replace dans son contexte la rédaction de l'inventaire, la biographie de son auteur (Denis de Thurrey, Jean-Antoine Poncer ou Louis Grivel) et énumère la liste des renseignements proposés: un tableau synoptique précise le contenu des séries, les années concernées, la cote des documents et le nombre d'articles conservés. Cette vaste fresque administrative et institutionnelle est aussi le premier «Livre d'histoire sur Lausanne rempli de réflexions judicieuses et précieuses», comme aime à le rappeler Gilbert Coutaz.

Les archives des XIXe et XXe siècles obéissent à un schéma de classement éloigné du précédent, parce que calqué sur l'organisation politique du pouvoir municipal issu de la Révolution. La série A s'attache aux archives des «directions» telles la municipalité, l'administration générale, la police, les finances, les travaux, les écoles, les services industriels, les domaines, la section économique, celle des pauvres et divers. La série B comprend les dossiers administratifs achevés avant 1981 et se prolonge par une série C regroupant les dossiers administratifs postérieurs à 1981. Les auteurs précisent alors la date de création des services, leurs réorganisations successives, bref analysent le parcours toujours fluctuant de l'administration, parcours propre à déconcerter le chercheur non averti. L'évolution des services et leurs compétences successives expliquent la conception des inventaires.

Les Archives de la Ville confèrent une place de choix aux *archives officielles particulières* (pages 105-124), soit aux séries regroupant des documents de provenances indéterminées rassemblés au cours des âges aussi bien en fonction des besoins de l'administration que du goût des historiens. Citons pour mémoire la série D: «Bourgeoisie» – constituée pour le plus grand plaisir des généalogistes; la série E regroupant les conventions et les droits communaux; la série F: les plans et le cadastre dont le cadre géographique dépasse largement le territoire communal, englobant le bailliage et les terres des couvents, telles Renens, Jouxtens-Mézery, Saint-Sulpice, Le Mont-sur-Lausanne ou Froideville...

Les archives privées – série P (pages 125-138) – méritent une mention particulière, formant le complément privilégié des archives administratives, en permanente constitution. En effet, les papiers de familles ou des institutions privées forment, par leur variété, le complément indispensable à l'approche de notre passé. Ainsi sont regroupés les documents les plus

disparates : recettes de cuisine de nos ancêtres, récits des premiers vols de l'Aéro-club ou pointes aiguisées de Radio Acidule. L'hôtellerie naissante fait bon ménage avec la danse et la musique, comme les écrits de la Ligue vaudoise côtoient les archives du Parti socialiste lausannois.

Enfin, sous le titre «Archives officielles, para-administratives et privées» (pages 132-144), les Archives de la Ville structurent et regroupent sur des supports contemporains – et fugaces – les témoignages dont nul ne nie plus l'attrait et l'impact documentaire : le film d'actualité (série K), les affiches et placards (série L), le microfilm (série M), la photographie – et les photographes ne se considèrent-ils pas comme les archivistes du XXe siècle ? – les documents sonores (séries N, R, RR et S).

La présentation des «Imprimés-Bibliothèque-Documentation» (pages 145-150) comprend aussi bien l'analyse du cadre de classement que la nature des imprimés disponibles ou le contenu des bibliothèques déposées dans les fonds privés.

Le lecteur désireux de trouver rapidement une réponse à une question d'intérêt général lausannois peut recourir à plusieurs centaines de dossiers thématiques «Documentation» alimentés tant par une sélection quotidienne d'articles de presse ou de périodiques lausannois que par les réponses du personnel des Archives aux demandes de renseignements écrites et orales.

La troisième et dernière partie, la plus originale sans doute, s'attache aux témoignages relatifs à l'histoire de Lausanne conservés au-dehors des Archives de la Ville. Commence alors un vaste périple aux Archives fédérales, aux Archives cantonales vaudoises ou fribourgeoises, comme au Comité international olympique, au Musée historique de Lausanne ou au Musée romain de Vidy, à la Bibliothèque cantonale et universitaire, au Cabinet des médailles, comme dans les services officiels ou privés traitant d'archives écrites, filmiques, photographiques, sonores, musicales ou numismatiques, propres à aiguiller le lecteur dans des directions de recherches complémentaires et stimulantes.

Deux annexes suggestives méritent d'être encore signalées (pages 158-163). La première sélectionne un *«Choix de dates en relation avec la naissance des sources d'archives»*, et précise la première apparition des sources, et par conséquent, le moment où le lecteur peut espérer raisonnablement débuter sa recherche. Inutile donc de penser compulser les comptes de la Ville inférieure avant 1377 ou de dépouiller les registres paroissiaux lausannois avant 1572 comme de rechercher des plans de bâtiments à l'enquête publique avant 1901. La spécificité archivistique du dépôt lausannois et les chances du succès du lecteur s'en trouvent ainsi mieux circonscrites.

La seconde, véritable fil d'Ariane, un peu reléguée en cette fin de volume, retrace le «cadre de classement des Archives», soit la structure globale du dépôt et pourrait, à notre avis, figurer avec profit aussi bien en tête de l'ouvrage.

Le *Guide des Archives de la Ville de Lausanne* est un ouvrage de valeur, clair, simple dans sa conception, riche dans ses informations s'adressant tant à l'historien chevronné qu'à l'amateur éclairé. Bréviaire indispensable à toute personne désireuse d'entreprendre des recherches historiques au-dedans comme au-dehors de cette institution, c'est aussi le viatique que tout Lausannois peut avec profit conserver en référence dans sa bibliothèque familiale, sur lequel il peut compter pour aborder une recherche sur le passé de sa famille, l'histoire de sa maison, les péripéties de son association de quartier ou les temps forts de la Cité. Gilbert Coutaz n'oublie pas les préoccupations et les attentes du citoyen, il les précède. Si les auteurs présentent avec pertinence les sources médiévales ou contemporaines à un public averti, le but recherché est bien de diffuser la connaissance et le goût du passé dans de larges couches de la population. Le dépôt d'archives est alors le point de ralliement des passionnés d'histoire lausannoise. L'ouverture au grand public, comme au chercheur exigeant, est concrétisée depuis 1992 par la revue annuelle *Mémoire VIVE : pages d'histoire lausannoise* publiant une bibliographie constamment mise à jour et des études historiques ou sociologiques.

L'archiviste, conçu aussi comme un animateur, ne perd pas pour autant le sens essentiel de sa mission – (*sauvegarder – transmettre – informer*) – mais l'élargit. La conservation devient multidisciplinaire et multi-institutionnelle. Elle marque une préférence pour l'écrit, certes, mais tient compte du film, de la photo, du son et de l'informatique comme véhicules d'informations. Ce guide éclaire l'évolution des supports documentaires et de l'utilisation des sources archivistiques et historiques entre le XVIIIe et le début prochain du XXIe siècle. Point d'à-coup ni de surplace, on ne saute pas ici à pieds joints sur le XXe siècle.

La conception et la réalisation de ce Guide sont tout à la fois portrait de ses auteurs, image de l'institution auprès du public et reflet des autorités politiques qui le soutiennent. Un cadre propice et une conjoncture favorable ont permis de déployer la prospection de sources nouvelles, contemporaines, inédites, peu explorées voire mal considérées, mais porteuses d'informations à l'usage du grand public. Gilbert Coutaz est un homme actif. Il a montré qu'il est possible – voire nécessaire – d'être inventif sans divaguer, réfléchi mais pas timoré. La réflexion n'est pas un frein à l'action. L'archiviste se fond dans l'humaniste qui, au milieu et en étroite collaboration avec d'autres conservateurs, anime la vie culturelle de

la cité. Le dépôt d'archives est désenclavé, il accentue sa mission même de service public.

Le *Guide des Archives de la Ville de Lausanne*, dans sa conception, est appelé à un bel avenir auprès des jeunes archivistes de villes, souvent plus inventifs et moins bridés par le poids de la tradition.

Pour l'heure, il est à la fois un hommage aux archivistes qui se sont succédés dans cette institution et un magnifique instrument de travail à l'usage d'un large public.

Robert Pictet

Restaurer mais... comment?, ouvrage collectif sous la direction de Monique BORY, Genève et Vaud, Sociétés d'Art Public, 1993.

Les Sociétés genevoise et vaudoise d'Art Public se sont associées pour publier un petit guide d'une vingtaine de pages destiné aux propriétaires de maisons villageoises ayant l'intention de restaurer leur édifice. L'ouvrage, dirigé par Monique Bory, architecte et historienne de l'art, se présente sous une forme claire et didactique. Le texte est bref mais pertinent et une large place est laissée à l'illustration, sous forme de dessins et de photos, montrant, thème par thème (façades, crépis, percements, toitures, abords, etc.), ce qui est recommandé et ce qui est à éviter, voire proscrire. L'accent est mis sur le respect de la substance ancienne, une copie n'ayant jamais la valeur d'un original, l'adaptation du programme au volume existant, et non l'inverse, l'emploi de matériaux traditionnels et le choix de maîtres d'œuvre qualifiés dans le domaine de la restauration. L'auteur dénonce également les méfaits du «propre en ordre», qui consiste à effacer toute trace d'irrégularité ou d'usure, et nous met en garde contre l'image idéale que nous nous faisons trop souvent de notre habitation, sous l'influence de souvenirs de voyage ou de revues de décoration exaltant le pittoresque aux dépens de la simplicité et de l'authenticité.

Tout propriétaire doit savoir rester modeste et se souvenir qu'il n'est que le «dépositaire d'une parcelle de ce patrimoine commun. De même que l'État est responsable de la conservation des immeubles et monuments publics, le propriétaire, lui, est responsable de la conservation et de la transmission aux générations suivantes de sa maison».

Ainsi, sans offrir de recettes de réussite absolue en matière de restauration, ce petit fascicule présente des principes d'ordre général que tout propriétaire et architecte devraient connaître et respecter lors de la transformation d'un édifice ancien.

Isabelle Roland Tevaearai